

IFJ Lex

Édition périodique : 29 mars 2022

© 2022 Institut de Formation Judiciaire



Infos générales concernant la newsletter juridique 'IFJ Lex'

Au travers de cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales partenaires.

L'objectif de ces actualités est de vous donner un aperçu des informations et documents en circulation dans le monde judiciaire et d'améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une newsletter à l'autre selon les informations reçues.

Banque de données IFJ Lex

Souhaitez-vous retrouver tout le contenu de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex' dans un seul endroit ? C'est dorénavant possible via notre nouvelle '[banque de données juridiques IFJ Lex](#)', dans laquelle nous rassemblons toutes les informations provenant de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex'. Cette banque de données vous permettra de consulter les versions précédentes de la lettre d'information juridique ainsi que les informations et documents y figurant.

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

L'IFJ est actif sur Twitter

Dorénavant, l'IFJ est également actif sur Twitter. Par ce canal, nous souhaitons d'une part faire connaître notre offre de formations auprès de groupes cibles spécifiques qui ne sont pas actuellement magistrats professionnels et membres du personnel judiciaire, et d'autre part diffuser des informations générales comme l'IFJ Lex, le rapport annuel ou d'autres mises à jour telles que mesures contre le coronavirus.

Vous pouvez suivre notre compte Twitter ici: https://twitter.com/igo_ifj

Tables des matières

| | |
|---|-----------|
| Actualités des hautes juridictions | 4 |
| 1. Cour européenne des Droits de l'Homme | 4 |
| 2. Cour de justice | 4 |
| 3. Cour constitutionnelle | 7 |
| 4. Cour de cassation | 8 |
| Universités – Barreaux – Associations - Autres | 9 |
| 1. Universités | 9 |
| 2. Barreaux | 10 |
| 3. Autres | 10 |
| Actualités du Parlement | 10 |
| 1. La justice et la Chambre des représentants | 10 |
| 2. Autres législations - liens utiles | 11 |
| Autres institutions nationales, européennes et internationales | 12 |
| 1. Législation européenne – liens statiques | 12 |
| Contact | 12 |

Actualités des hautes juridictions

1. Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) (<http://www.echr.coe.int>)

Actualités de la CEDH

Notes d'information en français et en anglais sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

- [Note d'information CEDH n°259](#)

Guides pratiques de jurisprudence sur les articles de la Convention

Ces guides analysent et résument la jurisprudence relative à divers articles de la Convention européenne des droits de l'Homme. Vous y trouverez les principes-clés élaborés en la matière ainsi que les précédents pertinents.

Source : <https://echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=caselaw/analysis/guides&c>

- [Case-law Guides by Article \(NL\)](#)

2. Cour de justice (www.curia.europa.eu)

CJUE : statistiques judiciaires 2021

[Statistiques judiciaires 2021](#)

Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information 28 février au 4 mars 2022](#)
- [Lettre d'information 7 au 11 mars 2022](#)
- [Lettre d'information 14 au 18 mars 2022](#)
- [Lettre d'information 21 au 25 mars 2022](#)
- [Nieuwsalert 1 maart 2022 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 7 maart 2022 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 15 maart 2022 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 22 maart 2022 \(NL\)](#)

- [Nieuwsalert 30 maart 2022 \(NL\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 28. Februar – 11. März 2022 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 7. – 18. März 2022 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 14. – 25. März 2022 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 18. März – 1. April 2022 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 28. März – 8. April 2022 \(DE\)](#)

Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-562&563/21 PPU](#) – Arrêt du 22/2/2022 – Renvoi préjudiciel – Procédure préjudicielle d'urgence – Coopération judiciaire en matière pénale – Mandat d'arrêt européen – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 1^{er}, paragraphe 3 – Procédures de remise entre États membres – Conditions d'exécution – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Article 47, deuxième alinéa – Droit fondamental à un procès équitable devant un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi – Défaillances systémiques ou généralisées – Examen en deux étapes – Critères d'application – Obligation de l'autorité judiciaire d'exécution de vérifier de manière concrète et précise s'il existe des motifs sérieux et avérés de croire que la personne faisant l'objet d'un mandat d'arrêt européen court, en cas de remise, un risque réel de violation de son droit fondamental à un procès équitable devant un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi
- [C-430/21 PPA](#) – Arrêt du 22/2/2022 – Renvoi préjudiciel – État de droit – Indépendance de la justice – Article 19, paragraphe 1, second alinéa, TUE – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Primauté du droit de l'Union – Absence d'habilitation d'une juridiction nationale pour examiner la conformité au droit de l'Union d'une législation nationale jugée conforme à la constitution par la cour constitutionnelle de l'État membre concerné – Poursuites disciplinaires
- [C-110/21P](#) – Arrêt du 24/2/2022 – Pourvoi – Article 19 du statut de la Cour de justice de l'Union européenne – Représentation des parties requérantes non privilégiées dans les recours directs – Liens entre le représentant en justice et la partie représentée qui portent manifestement atteinte à la capacité de ce représentant de représenter cette partie devant les juridictions de l'Union – Représentation par un professeur – Professeur au sein de l'université requérante qui a été impliqué dans l'affaire faisant l'objet du litige – Possibilité de régulariser un vice affectant la représentation en justice – Droit d'accès à un tribunal – Limitations
- [C-501/20](#) – Conclusions du 24/2/2022 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale – Règlement (CE) no 2201/2003 – Articles 3, 7, 8 et 14 – Notion de "résidence habituelle" – Compétence, reconnaissance, exécution des décisions et coopération en matière d'obligations alimentaires – Règlement (CE) no 4/2009 – Articles 3 et 7 – Ressortissants de deux États membres différents, résidant dans un État tiers en tant qu'agents contractuels de l'Union – Détermination de la compétence – Forum necessitatis – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
- [C-420/20](#) – Conclusions du 3/3/2022 – Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive (UE) 2016/343 – Article 8, paragraphe 1 – Droit d'assister à son procès – Article 8, paragraphe 2 – Renonciation au droit d'assister à son procès – Mise à

exécution d'une décision de retour assortie d'une interdiction d'entrée et de séjour prononcée à l'encontre d'un ressortissant de pays tiers, poursuivi dans le cadre d'une procédure pénale – Compatibilité

- [C-804/21 PPU](#) – Conclusions du 10/3/2022 – Demande de décision préjudicielle – Coopération en matière pénale – Mandat d'arrêt européen – Décision-cadre 2002/584 – Remise de personnes recherchées à l'autorité judiciaire d'émission – Délai de remise – Impossibilité de la remise en raison d'un cas de force majeure – Compétence pour constater la force majeure – Écoulement du délai pour la remise – Covid-19 – Demande d'asile
- [C-7/21](#) – Conclusions du 10/3/2022 - Renvoi préjudiciel – Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires – Règlement (CE) no 1393/2007 – Article 8 – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 45, paragraphe 1, sous b), et article 46 – Ordonnance rendue dans un État membre et notifiée dans un autre État membre uniquement dans la langue du premier État membre – Réglementation du premier État membre prévoyant un délai de huit jours pour former opposition contre cette ordonnance – Droit à un procès équitable – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
- [C-498/20](#) – Arrêt du 10/3/2022 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 7, point 2 – Compétence judiciaire en matière délictuelle ou quasi délictuelle – Action introduite par un syndic contre un tiers dans l'intérêt des créanciers – Lieu de la survenance du fait dommageable – Article 8, point 2 – Demande en intervention par un défendeur d'intérêts collectifs – Règlement (CE) no 864/2007 – Champ d'application – Règle générale
- [C-177/20](#) – Arrêt du 10/3/2022 - Renvoi préjudiciel – Principes du droit de l'Union – Primauté – Effet direct – Coopération loyale – Article 4, paragraphe 3, TUE – Article 63 TFUE – Obligations d'un État membre découlant d'un arrêt préjudiciel – Interprétation par la Cour dans un arrêt préjudiciel d'une règle du droit de l'Union – Obligation de donner plein effet au droit de l'Union – Obligation pour une juridiction nationale de laisser inappliquée une réglementation nationale contraire au droit de l'Union tel qu'interprété par la Cour – Décision administrative devenue définitive en l'absence de recours juridictionnel – Principes d'équivalence et d'effectivité – Responsabilité de l'État membre
- [C-483/20 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 22/2/2022 – Renvoi préjudiciel – Politique commune en matière d'asile – Procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale – Directive 2013/32/UE – Article 33, paragraphe 2, sous a) – Irrecevabilité d'une demande de protection internationale introduite dans un État membre par un ressortissant de pays tiers ayant obtenu le statut de réfugié dans un autre État membre, alors que l'enfant mineur de ce ressortissant, bénéficiaire du statut conféré par la protection subsidiaire, séjourne dans le premier État membre – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Article 7 – Droit au respect de la vie familiale – Article 24 – Intérêt supérieur de l'enfant – Absence de violation des articles 7 et 24 de la charte des droits fondamentaux du fait de l'irrecevabilité de la demande de protection internationale – Directive 2011/95/UE – Article 23, paragraphe 2 – Obligation pour les États membres de veiller au maintien de l'unité familiale des bénéficiaires d'une protection internationale
- [C-52&53/21 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 24/2/2022 - Renvoi préjudiciel – Libre prestation des services – Article 56 TFUE – Restrictions – Législation fiscale – Impôt sur les sociétés – Obligation pour les acheteurs de services d'établir et de transmettre à l'administration fiscale des pièces justificatives relatives aux sommes facturées par des prestataires de services établis dans un autre État membre – Absence d'une telle obligation s'agissant de prestations de services purement internes – Justification – Efficacité des contrôles fiscaux – Proportionnalité
- [C-463/20 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 24/2/2022 - Renvoi préjudiciel – Environnement – Directive 2011/92/UE – Évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement – Directive 92/43/CEE – Conservation des habitats naturels – Articulation entre la procédure

d'évaluation et d'autorisation visée à l'article 2 de la directive 2011/92/UE et une procédure nationale de dérogation aux mesures de protection des espèces prévues par la directive 92/43/CEE – Notion d'“autorisation” – Processus décisionnel complexe – Obligation d'évaluation – Portée matérielle – Stade procédural auquel doit être garantie la participation du public au processus décisionnel

- [C-283/20 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 24/2/2022 - Renvoi préjudiciel – Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) – Mission “État de droit” menée par l'Union européenne au Kosovo (Eulex Kosovo) – Action commune 2008/124/PESC – Article 8, paragraphes 3 et 5, article 9, paragraphe 3, et article 10, paragraphe 3 – Qualité d'employeur du personnel de mission – Article 16, paragraphe 5 – Effet subrogatoire
- [C-60/21 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 10/3/2022 – Manquement d'État – Article 45 TFUE – Article 28 de l'accord sur l'Espace économique européen – Libre circulation des travailleurs – Fiscalité directe – Impôt sur le revenu – Déductions – Rentes alimentaires – Égalité de traitement – Discrimination entre contribuables résidents et non-résidents

3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 24 février 2022](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 10 mars 2022](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 17 mars 2022](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 24 mars 2022](#)

Sélection des arrêts de la Cour constitutionnelle

Sélection des publications récentes concernant la jurisprudence de la Cour constitutionnelle

- [Janvier – février 2022](#)

4. Cour de cassation

(https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation)

Arrêts de la Cour de cassation sous la loupe

| | |
|-----------------|---|
| Février 2022 | <p>Nouveau moteur de recherche Juportal À partir du 15 décembre 2020, Jurejuridat ne sera plus accessible via un ordinateur en dehors du réseau du SPF Justice. Toutefois, la jurisprudence belge qui y est incluse reste consultable. Un nouveau moteur de recherche très performant est disponible : JUPORTAL. Vous pouvez y accéder via https://juportal.be.</p> <ul style="list-style-type: none">• Cass. 1 februari 2022, P.21.1222.N-P.21.1190.N (traduction pas encore disponible) Rechten van de mens - Verdrag rechten van de mens - Artikel 6 - Heropening van de rechtspleging• Cass. 1 februari 2022, P.21.1205.N (traduction pas encore disponible) Rechten van de mens - Verdrag rechten van de mens - Artikel 6 - Heropening van de rechtspleging• Cass. 1 februari 2022, P.21.1286.N (traduction pas encore disponible) Rechten van de mens - Verdrag rechten van de mens - Artikel 6 - Heropening van de rechtspleging• Cass. 4 février 2022, C.20.0236.N Responsabilité hors contrat - Obligation de réparer – Animaux• Cass. 8 februari n2022, P.21.1555.N (traduction pas encore disponible) Wegverkeer - Wegverkeerswet - Wetsbepalingen - Artikel 4• Cass. 8 februari 2022, P.21.1515.N (traduction pas encore disponible) Cassatie – verzoek tot intrekking arrest Hof Cassatie - Algemeen.opdracht en bestaansreden van het Hof - Aard van het cassatiegeding |
|-----------------|---|

Libercas : actualités de la Cour de cassation

Libercas contient les sommaires des arrêts de la Cour de cassation publiés, classés selon la liste des mots-clés de la Cour.

- [Libercas février 2022](#)

Actualités des cours et tribunaux

Cour d'appel d'Anvers

Cour d'appel d'Anvers

Aperçu de la documentation récemment publiée concernant la législation, la doctrine, la jurisprudence en matière de droit pénal de la Cour d'appel d'Anvers

- [Aperçu de la documentation pénale \(édition 168\) \(janvier-février 2022\) \(NL\)](#)

Universités – Barreaux – Associations - Autres

1. Universités

Université de Liège

- [E-News de l'Université de Liège - Février 2022](#)
- [E-News de l'Université de Liège - Mars 2022](#)

Université Catholique de Louvain

- [Cahiers de l'EDM – 28 février 2022](#)

Centre de droit privé

- [Les pages n°118 – 1 mars 2022](#)
- [Les pages n°119 – 15 mars 2022](#)

2. Barreaux

Barreau d'Anvers

Lettre d'information « Prometheus Wetgeving » issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers. La lettre d'information donne un aperçu de la législation et de la jurisprudence concernant le droit public, civil, judiciaire, commercial, économique, pénal, fiscal et social.

- [Prometheus Wetgeving – 11 - 24 februari 2022 \(NL\)](#)
- [Prometheus Wetgeving – 25 februari - 17 maart 2022 \(NL\)](#)

Lettre d'information « Prometheus Advocatuur en bibliotheek » provenant de la bibliothèque et du service d'étude reprenant les activités du barreau d'Anvers

- [Prometheus Advocatuur & Bibliotheek - Maart 2022 \(NL\)](#)

3. Autres

Sélection d'arrêtés de la CJUE par Rechtspraak.nl

Aperçu global de la jurisprudence européenne

- [Rechtspraak Europa \(mars 2022\) \(NL\)](#)

Actualités du Parlement

1. La justice et la Chambre des représentants

Compte-rendu de la Commission justice

Le « Compte-rendu analytique » est un résumé des débats

- [Compte-rendu analytique de la Commission de la Justice \(23 février 2022\)](#)
- [Le compte-rendu intégral de la Commission de la justice \(9 mars 2022\)](#)

Questions et réponses parlementaires (3ième session de la 55e législature)

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions et réponses \(24 janvier 2022\)](#)
- [Questions et réponses \(31 janvier 2022\)](#)
- [Questions et réponses \(11 février 2022\)](#)

2. Autres législations - liens utiles

Liens statiques

- [Justel](#)
- [Iubel => Juportal](#)

Important : En ce qui concerne l'utilisation de Jure-Juridat :

- [Le nouveau moteur de recherche JUPORTAL remplace Jure-Juridat](#)

- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du Ministère public](#)
- [Senlex](#)

- [Catalogue commun des bibliothèques fédérales](#)

La Bibliothèque est libre d'accès pour toute personne intéressée. Les recherches se font par les visiteurs eux-mêmes, et le personnel est à disposition pour aider dans la consultation et la recherche des collections disponibles.

Seuls les fonctionnaires du SPF Finances en activité de service peuvent emprunter des ouvrages avec un maximum de 3 unités pour une période de 1 (un) mois.

Seuls sont empruntables les ouvrages indiqués comme tels dans la base de données. (Revue, dictionnaires, mises à jour,... ne sont pas prêtables, mais consultables sur place). Les fonctionnaires peuvent suggérer l'acquisition d'ouvrages intéressants pour la Bibliothèque au moyen du [formulaire de suggestion \(DOCX, 215.4 Ko\)](#) ([This hyperlink opens a new window](#)).

Ce formulaire est à envoyer à l'adresse mail de la Bibliothèque : bib.noga@minfin.fed.be ([link sends e-mail](#))

Les visiteurs peuvent faire des copies en respectant la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins, ainsi que le code déontologique (ICT) du SPF Finances du 1er septembre 2020 qui est d'application pour tout utilisateur de la Bibliothèque .

Autres institutions nationales, européennes et internationales

1. Législation européenne – liens statiques

Liens statiques

Banque de données sur la législation européenne

- [Eur-lex - Point d'accès à la législation de l'Union européenne sur le web](#)
- [Eur-lex - Synthèses de la législation de l'UE](#)
- [Office de publication de l'Union européenne](#)
- [Portail européen e-Justice](#)
- [Sources pour retrouver des infos UE](#)
- [Just-Be-Europe](#)

Contact

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.